

Paris, le 21 juin 2011

# Table ronde « Démocratie, renouveau dans le monde arabe »

**UNESCO**

Discours de  
S.E M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie

Seul le texte prononcé fait foi

Mes premières pensées vont vers toutes celles et tous ceux qui, en ce moment même, continuent à se battre et à tomber, au nom de la liberté et de la dignité, vers toutes celles et tous ceux qui, opprimés, emprisonnés, muselés, gardent au cœur l'espoir que le temps du changement viendra.

Notre devoir est de les soutenir, de les accompagner, de les aider sur ce long et difficile chemin. Et tel est bien l'engagement qui vous anime, Madame la Directrice générale, et dont je veux, ici vous féliciter, tout en vous renouvelant la disponibilité de la Francophonie à renforcer le partenariat qui nous lie pour répondre au mieux aux aspirations et aux besoins de ces peuples qui ont repris leur destin en mains.

Je sais, aussi, combien cette réunion vous tenait à cœur mon Cher Boutros Boutros-Ghali, combien vous souhaitez que la communauté internationale puisse témoigner, envers ce monde arabe qui est votre vie et votre sang, de la même attention, de la même solidarité que celle dont elle a fait preuve, à d'autres moments, dans d'autres régions.

Je voudrais enfin me réjouir de la présence du ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, en ce qu'elle nous invite à un partage d'expériences que la Francophonie a fait sien depuis des années, et dont on sait tout ce qu'il est susceptible d'apporter.

Mesdames, Messieurs,

Le vent de révolte qui a soufflé sur le monde arabe a été aussi soudain, puissant qu'inattendu. Une nouvelle page de l'histoire de cette région s'est tournée, mais de la même façon que nul n'avait été en mesure de prévoir l'ampleur du séisme, malgré l'accumulation de signes avant-coureurs, nul n'est en mesure de prédire, aujourd'hui, ce que seront les évolutions possibles ou probables.

Nous sommes parvenus à ce point d'équilibre délicat où s'entremêlent espoirs et craintes, illusions et désillusions, certitudes et incertitudes. Et sans doute est-ce à la lumière de ces certitudes que nous devons envisager l'avenir.

A cet égard, tous les Etats, tous les gouvernements, en un mot l'ensemble de la communauté internationale doit, aujourd'hui, tirer les enseignements de ce qui s'est passé et faire sienne au plus vite:

La certitude que l'on ne peut laisser se développer éternellement et impunément, les inégalités économiques, l'injustice sociale, l'absence de droits et de liberté politique. Il est

encore trop de conflits orphelins et de misères muettes dans le monde qui auront tôt fait d'abattre le mur de l'égoïsme et de l'indifférence.

La certitude que la censure est devenue dérisoire et que l'on ne pourra plus taire ou cacher très longtemps l'intolérable parce que les technologies de l'information et de la communication sont devenues une arme redoutable d'information et de mobilisation, mais parfois aussi, malheureusement, de désinformation.

La certitude que la jeunesse acceptera de moins en moins l'inacceptable, parce qu'elle est de mieux en mieux formée et informée, mais aussi de plus en plus frustrée, et qu'elle constitue, ainsi et pour longtemps, la force vive et explosive des pays en développement en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les Caraïbes.

La certitude que les alliances interétatiques fondées sur les seuls intérêts stratégiques, économiques ou de puissance, sur les silences complices ou les amitiés coupables, au détriment de la solidarité, de la responsabilité de protéger et des valeurs universelles, peuvent se rompre d'un jour à l'autre.

La certitude que la démocratie ne peut venir que de l'intérieur, portée par l'aspiration à la liberté et à l'équité, et qu'il n'y a de vraie victoire contre les régimes autoritaires que celle remportées par les peuples eux-mêmes.

Ce dernier point me paraît essentiel parce qu'il nous invite à mettre en exergue dans le soutien et l'accompagnement que nous proposerons, ce paramètre incontournable qu'est la prise en compte et le respect de la diversité.

Derrière ces similitudes apparentes que sont la spontanéité des soulèvements, le rejet de régimes autocratiques fondés sur la corruption, le népotisme, le clientélisme, la confiscation des richesses, se cachent des réalités, des situations et des enjeux très différents d'un pays à l'autre de ce que l'on a trop vite fait d'appeler le « monde arabe ». Et ces situations différentes appellent des réponses et des solutions différentes.

La volonté d'imposer des modèles venus d'ailleurs pourrait être interprétée comme une tentative de récupération et il est légitime que les peuples qui se sont emparés de leur destin ne se laissent pas déposséder de leur victoire. L'écoute, le dialogue, le partage d'expériences et d'expertises variées sont seuls à même d'établir cette relation de confiance dans le temps.

Le temps constitue l'autre paramètre essentiel de cette équation délicate qu'est une transition démocratique réussie, ou plutôt devrais-je dire les temps, car sont en concurrence

désormais dans ce monde globalisé, le temps humain, le temps historique et le temps de la communication.

L'histoire s'est emballée et l'immédiateté des communications a permis, en l'espace de quelques jours, de changer du tout au tout la physionomie politique de toute une région de la planète.

Le défi est aujourd'hui de conjuguer l'urgence et la durée.

De fait, il est urgent de fournir une aide économique massive à la Tunisie et à l'Égypte pour éviter que ne s'effondrent des économies très fragilisées, confrontées à la diminution de la production, à l'effondrement des ressources du tourisme, à l'arrêt brutal des transferts de fonds opérés par les travailleurs émigrés, à la fuite des investissements étrangers et en même temps à l'exacerbation des attentes et des revendications sociales.

La communauté internationale porterait une lourde responsabilité si la faillite de ces économies devait faire le lit d'une contre-révolution qui pourrait ouvrir la porte à un recul brutal et aux pires extrémismes.

Mais nous devons, également, accepter d'accompagner ces pays dans le long terme, quand bien même ils auront cessé d'être sous le feu des projecteurs et à la une des rédactions. Car la démocratie et la liberté sont le résultat d'un long apprentissage et d'un long processus.

Il faudra du temps pour que se créent de nouvelles légitimités, pour que s'instaurent de véritables espaces de débat public, de nouvelles instances de représentation, de nouveaux partis, des médias libres et indépendants.

Il faudra du temps pour que se renouvellent les élites politiques, les cadres administratifs, judiciaires, et que les jeunes acteurs de la révolution d'aujourd'hui deviennent les acteurs de la construction de demain, pour que les citoyennes et les citoyens intériorisent, s'approprient cette nouvelle culture de la démocratie et reprennent confiance dans leurs institutions, mais aussi pour que les décideurs politiques et les financiers occidentaux intègrent mentalement ces changements.

L'admettre, c'est accepter, dès aujourd'hui, de travailler à la réconciliation, entre justice et raison.

Je voudrais redire, ici, à nos frères tunisiens et égyptiens que la Francophonie, qui a accompagné maintes transitions avec succès tout au long de ces années, est à leur entière disposition. Je veux les assurer de notre totale solidarité, et rendre hommage à leur courage parce qu'ils ont agi comme s'il était impossible d'échouer, nous démontrant, ainsi, que le monde progresse grâce aux choses impossibles qui ont été réalisées. Une leçon sur laquelle nous devrions tous méditer.